

## SYNTHÈSE

### Poursuite de la croissance

Après la performance exceptionnelle de 2004, l'**économie mondiale** affiche pour 2005 une résistance surprenante. En effet, catastrophes naturelles, forte flambée des prix du pétrole et alerte sur l'inflation n'ont pas eu raison d'une croissance mondiale qui a continué à être robuste en 2005.

L'**économie calédonienne**, dans le prolongement des années 2003 et 2004 et conformément à la tendance mondiale, enregistre de très bons résultats en 2005, tirée par une demande extérieure comme intérieure soutenue.

Toujours largement dynamisées par le nickel, les **exportations** sont en hausse sur un an (+5,2%) et atteignent un niveau record en franchissant le seuil des 100 milliards de F.CFP.

Les **importations** progressent plus fortement sur un an (+8,9% avec un montant de 170,7 milliards de F.CFP), victimes notamment d'un alourdissement de la facture énergétique (+42,6%), mais également poussées par une demande intérieure importante.

Dans ce contexte de croissance plus rapide des importations que des exportations, le **taux de couverture** des échanges recule légèrement à 61,0% (contre 63,1% en 2004) mais se maintient pour la deuxième année consécutive à un niveau qui, excepté en 2000, n'avait pas été enregistré depuis la fin des années 1980.

Révélatrice des anticipations positives des ménages, la **situation monétaire** est très bien orientée, avec une augmentation du volume des actifs financiers collectés par les établissements de crédit, ainsi que des concours de caractère bancaire.

Les **finances publiques** des collectivités locales révèlent des budgets en hausse, notamment celui de la Nouvelle-Calédonie qui dépasse les 100 milliards de F.CFP.

Parallèlement, les dépenses de l'État en Nouvelle-Calédonie, avec 106 milliards de F.CFP, progressent de 5,3% en 2005, soit un accroissement plus soutenu que celui enregistré en 2004.

Les effectifs de l'**emploi salarié** font état de 70 291 salariés en moyenne sur l'année 2005, soit 2 618 salariés de plus qu'un an auparavant et, comme en 2004, un niveau exceptionnel des créations d'emploi. Principaux moteurs de cette croissance : les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration, ainsi que des services aux entreprises.

A noter en 2005, la revalorisation du SMG, porté à 110 000 F.CFP au 1<sup>er</sup> janvier, et désindexé de l'indice des prix pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2005 au 1<sup>er</sup> juillet 2007, date à laquelle il devrait atteindre 120 000 F.CFP.

Les créations d'emploi, soutenues depuis 2 ans, ont permis une réduction durable de la **demande d'emploi**. En effet, en moyenne sur l'année 2005, 8 725 demandeurs d'emplois étaient inscrits à l'Agence Pour l'Emploi chaque fin de mois, soit 9,4% de moins qu'en 2004, déjà en recul de 5,5% par rapport à 2003.

En 2005, les **créations d'entreprises** poursuivent leur progression entamée en 2004 et dépassent les 3 000 unités créées en un an. Tous les grands secteurs en bénéficient, mais plus particulièrement la construction, le commerce et les services (aux entreprises comme aux ménages).

Malgré ce faisceau d'indicateurs bien orientés, l'année 2005 a été socialement agitée, avec une conflictualité élevée en raison notamment d'entreprises ayant connu plusieurs mouvements. Ainsi, avec 54 **conflits** dans le secteur privé (hors mine), 33 466 journées de travail ont été perdues contre 22 301 en 2004.

Autre ombre au tableau, une **inflation** largement supérieure à celle de l'année dernière à la même période : 2,6% en 2005 (contre 0,9% en 2004). Un tel niveau d'inflation, loin pour autant d'être catastrophique, n'avait pas été enregistré depuis 10 ans. Hausses successives des prix des carburants liées à la flambée des prix du pétrole (+2,6% au 1<sup>er</sup> janvier, +1,9% au 1<sup>er</sup> juillet et + 6,5% au 1<sup>er</sup> octobre), du prix du gaz (+4,5% en février et +0,4% en août), renchérissement du tabac (+5,5% au 1<sup>er</sup> août) ainsi que des services de santé ont largement contribué à cette évolution des prix.

Bénéficiant d'un contexte mondial favorable, l'**extraction minière** et l'**activité métallurgique** font preuve de dynamisme. La métallurgie, conformément aux nouveaux objectifs de production de la SLN, renoue avec la croissance en 2005 (+8,0% sur un an), après une année 2004 au ralenti en raison de la mise en place du nouveau four de fusion Demag 10. Toutefois, incidents techniques et mouvements sociaux ont remis sérieusement en cause l'objectif initial de 70 000 tonnes.

Les perspectives de travaux à usage d'habitation dans le bâtiment alimentent la bonne santé du secteur de la **construction**, perceptible à travers une consommation croissante de ciment (+6,8% en 2005), des créations d'emploi soutenues (+6,8% soit 408 emplois créés) ainsi qu'une forte croissance de l'encours des crédits à l'habitat (+10,1%).

Le **tourisme** affiche une fréquentation en très légère progression qui permet tout de même de franchir à nouveau la barre des 100 000 touristes. L'embellie observée sur la fréquentation japonaise a été fortement atténuée par la stabilité sur les autres principaux marchés. L'activité de croisière, avec un nombre élevé d'escales et de croisiéristes en 2005, confirme l'essor du secteur enregistré depuis 2002.

Le secteur de l'**agriculture** affiche des résultats mitigés, principalement marqués par le sérieux recul de la production bovine.

La **pêche hauturière** traverse toujours des difficultés avec de faibles volumes pêchés.

L'**aquaculture** de la crevette, promise à un développement certain, présente des résultats décevants cette année par rapport à ce qui était attendu ; les ventes à l'extérieur du territoire sont néanmoins en légère augmentation et permettent de dynamiser un secteur maritime atone.

La **population calédonienne** est estimée au 1<sup>er</sup> janvier 2006 à 236 528 habitants. Les indicateurs démographiques de l'année 2005 s'inscrivent dans la tendance à long terme, à savoir la baisse de la fécondité et le recul de la mortalité.

La **population scolaire** atteignait 72 158 élèves à la rentrée 2005, soit une hausse modeste de 1,2%, essentiellement tirée par l'accroissement du supérieur, et plus modérément du second degré. La tendance forte reste l'importante augmentation des populations scolaires en province Sud, face à des provinces Nord et Iles en recul.